La prestation de compensation du handicap (PCH) en établissement

Les personnes handicapées hébergées ou accompagnées dans un établissement social ou médico-social au sens de l'article L.312-1 du CASF ou hospitalisées dans un établissement de santé sont éligibles à la PCH.

- ❖ **Les règles générales** posées par le décret article D 245-73 alinéa 1 du CASF depuis le 1^{er} mars 2007 :

Transposition des dispositions prévues pour la PCH à domicile aux personnes accueillies en établissement pour les éléments 1 à 4 de la PCH (rien n'est prévue pour l'élément 5 aides animalières).

La PCH en établissement concerne les personnes

- ✓ Hospitalisées dans un établissement de santé
- ✓ Hébergées dans un établissement social ou médico-social donnant lieu à une prise en charge par l'assurance maladie ou par l'aide sociale.
- ✓ Accueillies dans un établissement d'un pays frontalier, lorsque cet hébergement donne lieu à une prise en charge par l'assurance maladie ou par l'aide sociale

L'aide relative aux surcoûts liés aux transports concerne aussi les personnes accueillies en journée dans un établissement ou service médico-social.

Les règles de détermination du montant de la prestation sont distinguées selon que :

- ✓ L'hospitalisation ou l'hébergement intervient en cours de droit à la PCH à domicile
- ✓ La demande de PCH intervient pendant l'hospitalisation ou l'hébergement

❖ **PCH aide humaine**

L'évaluation des besoins reste fondée sur sa situation à domicile. Les aides apportées au sein de l'établissement médico-social ne sont pas prises en compte.

Une distinction est faite entre

- ✓ 1) les personnes qui bénéficiaient de l'aide humaine avant l'entrée en établissement
et
- ✓ 2) les personnes qui font la demande de PCH alors qu'elles sont déjà accueillies en établissement ou hospitalisées.

1) la personne bénéficiait de la PCH avant son entrée en établissement :

Le montant de la PCH aide humaine est réduit : la personne conserve 10% du montant qu'elle percevait avant son entrée en établissement, dans la limite d'une somme comprise entre un montant mensuel minimum de 56,34€ et un montant mensuel maximum de 112,86€.

Ces montants minimum et maximum sont calculés en référence au SMIC horaire brut : le montant minimum ne peut pas être inférieur à 4,75 fois le montant du SMIC horaire brut pendant le mois de droit, ni supérieur à 9,5 fois ce même montant.

Au 1/01/2025 le SMIC horaire brut est à 11,88€.

- ✓ Soit un montant minimum de $4,75 \times 11,88 = 56,43\text{€}$
- ✓ Et un montant maximum de $9,5 \times 11,88 = 112,86\text{€}$

La réduction ne s'opère qu'au delà

- ✓ De 45 jours consécutifs de séjour en établissement ou d'hospitalisation
- ✓ Ou de 60 jours si le bénéficiaire de la PCH est obligé de licencier son aide à domicile, du fait de son séjour en établissement ou en hospitalisation.

En revanche pendant les périodes d'interruption de l'hospitalisation ou de l'hébergement, le versement intégral de la prestation est établi.

Cela ne relève pas d'une décision de la CDAPH, c'est le département financeur qui gère le dossier.

2) la personne est déjà hébergée dans une structure sociale ou médico-sociale ou hospitalisée lorsqu'elle dépose sa demande de PCH à la MDPH.

Le montant de la PCH doit être fixé pour les jours où la personne n'est pas hébergée ou hospitalisée. La CDAPH décide de l'attribution de la PCH aide humaine pour les périodes d'interruption de l'hospitalisation ou de l'hébergement et fixe le montant journalier correspondant.

Pendant les périodes d'hospitalisation ou d'hébergement le montant journalier est réduit à 10%

- ✓ dans les limites d'un montant journalier minimum, 0,16 fois le SMIC horaire brut soit 1,90€ ;
- ✓ et d'un montant journalier maximum 0,32 fois le SMIC horaire brut soit 3,80€.

Dans les situations de personnes ne rentrant jamais à domicile, afin d'harmoniser les pratiques, la CNSA préconise de considérer que le montant attribuable hors de l'établissement est égal à 0 € puisqu'il n'y a pas de jour de sortie de l'établissement. Ceci conduit à un montant de 10% pour les jours en établissement en tenant compte du montant minimum attribuable, conformément à l'article D.245-74 du CASF, qui correspond à 56,46€.¹

❖ PCH aides techniques

Lorsque la personne handicapée est en établissement au moment de la demande, la CDAPH fixe le montant de cet élément à partir des besoins en aides techniques que l'établissement ne couvre pas habituellement dans le cadre de ses missions.

❖ PCH aménagement du logement- surcoûts liés au transport

Lorsque la personne handicapée est en établissement au moment de la demande, la CDAPH prend en compte les frais liés à l'aménagement du logement exposés par les bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et par les personnes qui séjournent au moins trente jours par an à leur domicile ou au domicile d'une personne visée à l'article D.245-16 du CASF (autre qu'une famille d'accueil agréée).

¹ Cf guide CNSA accès à l'aide humaine mars 2017 page 84.

<https://www.cnsa.fr/actualites-agenda/actualites/le-guide-sur-laces-a-laide-humaine-de-la-pch-est-publie>

Surcoûts liés au transport :

Si la personne hospitalisée ou hébergée en établissement ou bien accueillie dans la journée dans un établissement ou service social ou médico-social a la nécessité constatée par la CDAPH

- ✓ d'avoir recours à un transport assuré par un tiers
- ✓ d'effectuer un déplacement aller/retour supérieur à 50km

le montant attribuable au titre des surcoûts liés au transport est majoré. Le plafond est dans ce cas de 24 000€

Le conseil départemental peut autoriser la CDAPH, à titre exceptionnel, à fixer un montant supérieur à ce plafond, compte tenu de la longueur du trajet, de l'importance des frais engagés.

- *Frais de transport pris en charge par les établissements :*

Certains établissements prennent en charge dans leur budget le coût de transport des personnes qu'ils accueillent. Ces frais ne sont donc pas pris en compte au titre de la PCH.

- *Les établissements pour enfants :*

Le coût du transport collectif des enfants ou adolescents handicapés pour se rendre dans un établissement d'éducation fonctionnant en externat ou semi-externat et en revenir est inclus dans les dépenses d'exploitation. Les établissements concernés sont les IME, ITEP, IEM, établissements pour enfants polyhandicapés, établissements recevant des enfants ou adolescents atteints de déficiences sensorielles

- *Les MAS et les FAM :*

Les frais de transport entre le domicile et l'établissement des personnes adultes handicapées fréquentant en accueil de jour une MAS ou un FAM sont inclus dans les dépenses d'exploitation de ces établissements.

- *Les ESAT :*

Les frais de transport collectif des travailleurs handicapés sont pris en charge par le budget de l'ESAT lorsque des contraintes tenant à l'environnement ou aux capacités des travailleurs handicapés l'exigent.

❖ PCH charges spécifiques-charges exceptionnelles

Lorsque, au moment de sa demande de PCH, la personne handicapée est hospitalisée dans un établissement de santé ou hébergée dans un établissement social ou médico-social financé par l'assurance maladie ou par l'aide sociale, la CDAPH fixe le montant de la PCH versée au titre des charges spécifiques ou exceptionnelles en prenant en compte les charges spécifiques qui ne correspondent pas aux missions de l'établissement ou du service ou celles intervenant pendant les périodes d'interruption de l'hospitalisation ou de l'hébergement.